

questions  
de communication

## Questions de communication

16 | 2009  
Journalistes et sociologues

---

# Penser le genre en sciences de l'information et de la communication et au-delà (2)

*Thinking Gender in Information and Communication Sciences and beyond (2)*

Béatrice Fleury et Jacques Walter

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/96>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.96

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 131-140

ISBN : 978-2-8143-0003-3

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Béatrice Fleury et Jacques Walter, « Penser le genre en sciences de l'information et de la communication et au-delà (2) », *Questions de communication* [En ligne], 16 | 2009, mis en ligne le 22 septembre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/96> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.96

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

## *Penser le genre en sciences de l'information et de la communication et au-delà (2)*

*Thinking Gender in Information and Communication Sciences and beyond (2)*

**Béatrice Fleury et Jacques Walter**

---

- 1 Adopter une démarche volontariste pour s'engager dans un projet scientifique innovant était l'idée forte qui unissait précédemment (Fleury, Walter, 2009) quatre chercheuses conduisant des travaux dans le champ des médias – Marie-Joseph Bertini, Béatrice Damian-Gaillard, Cégolène Frisque et Eugénie Saitta –, deux au sein des études littéraires – Catherine Gravet et Marie-Ève Thérénty –, une en histoire, Françoise Thébaud. Selon ces dernières, aucun doute : pour que ce projet aboutisse, il se doit d'être relayé par les instances ayant en charge la structuration des disciplines. Pour les sciences de l'information et de la communication (SIC), il s'agit à la fois de la société savante – la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC) –, du lieu de qualification des enseignants-chercheurs – le CNU 71e section –, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. De façon plus radicale, elles posaient l'idée selon laquelle c'est à cette seule condition que peut se déployer un effet en chaîne allant du recrutement d'enseignants-chercheurs à l'émergence et au soutien de thèmes « audacieux », dont le genre. Si des chercheuses de différentes disciplines se rejoignaient sur ce point, elles le faisaient au regard d'une expérience commune, celle d'une minoration de leur terrain de recherche au sein de leur propre champ académique, mais aussi en se fondant sur un substrat épistémique similaire, la recherche francophone, par ailleurs principalement centrée sur l'étude des femmes. En résultait une démarche scientifique engagée, consistant à penser un champ où beaucoup resterait encore à faire, tant pour qu'un domaine soit reconnu que pour légitimer les chercheurs de celui-ci.
- 2 Des quatre contributeurs ici réunis, seule Virginie Julliard – qui a soutenu une thèse en SIC intitulée *Émergences et trajectoires de la parité dans l'espace public médiatique (1993-2007)*. *Histoire et sémiotique du genre en politique à l'occasion du débat sur la parité (2008)*, s'inscrit

dans ce cadre, avec de notables nuances néanmoins. En revanche, les trois autres, du fait d'objets de recherche différents, déplacent le regard. Pour Isabelle Gavillet, chercheuse en SIC – elle a notamment conduit des recherches sur les représentations des homosexualités – le genre n'est pas qu'une question de femmes ou de sexes. Souscrire à ce raccourci reviendrait, selon elle, à négliger des catégories de domination qui ne peuvent être réduites à la domination présumée d'un sexe sur l'autre. En effet, en tant que concept scientifique, le genre n'est pas un objet stable (la femme) mais une variable stratégique. Il peut servir les rapports sociaux de sexe – au même titre que d'autres principes dualistes – et déterminer des relations de pouvoir « inédites », pour ne pas dire occultées. Pour Rokhaya Fall-Sokhna (du laboratoire Femmes, société et cultures de Dakar) et Sylvie Thiéblemont-Dollet (chercheuse en SIC), lever les stéréotypes en la matière ne peut se faire qu'en prenant en considération les recherches et enseignements sur le genre dans des pays autres que la France, notamment au vu des travaux sur l'immigration au féminin. À noter que les deux chercheuses connaissent bien le Sénégal, la première pour y enseigner et conduire ses recherches, la seconde ; pour en avoir fait l'un de ses terrains d'investigation privilégiés. Quant à Silvia Delfino et Fabricio Forastelli, ils envisagent la question du genre selon l'institutionnalisation de ce domaine en lien avec celle des SIC. Revenant sur l'un des aspects de la démonstration de Marlène Coulomb-Gully, à savoir que le *gender turn* à la française des études sur le genre est marquée par des dispositifs et dispositions universitaires particuliers mais aussi par l'histoire des mouvements associatifs, ces deux chercheurs retracent les étapes marquantes de la formation d'une discipline et d'un champ de recherche en Argentine. Ainsi évoquent-ils les effets d'une situation idéologique autoritaire sur un domaine et ses études, montrant l'intrication des préoccupations scientifiques et sociétales.

- 3 Dans une certaine mesure, la tonalité de cette livraison se révèle éloignée d'une option du genre qui ne serait que féminine, voire féministe, et vis-à-vis aussi de l'instrumentalisation de la notion à des fins disciplinaires. Elle pousse des portes entrebâillées, telles celles relatives à l'épistémè – les recherches devant être envisagées à l'aune d'un cadre qui leur est spécifique – , ou celles en lien avec ce que recouvre le terme même de genre.

## Penser le genre autrement

- 4 Isabelle Gavillet et Virginie Julliard traitent du genre en France, mais selon un point de vue distinct. La première regrette que le thème soit trop souvent centré sur la situation des femmes et de la domination dont elles seraient victimes. La seconde a pour objet les femmes en politique et leur représentation médiatique, à distance toutefois de la question de la domination. Néanmoins, les deux chercheuses se retrouvent sur un projet : faire des études de genre un domaine conceptualisé qui penserait la complexité des rapports humains et ses effets et/ou conséquences en termes de construction sociale. Mais si pour Virginie Julliard, c'est à l'aune des SIC que le profit de l'interdisciplinarité est envisagé – en faisant de celles-ci une ressource pour d'autres disciplines en même temps qu'un domaine à même de s'enrichir grâce aux emprunts disciplinaires –, pour Isabelle Gavillet, la question de la discipline n'est pas le problème. En revanche, elle appelle de ses vœux une attention plus soutenue des chercheurs à ce qui a trait à la théorisation, la problématisation et les méthodes.

## Pour en finir avec l'idée de domination hommes/femmes

- 5 On l'a dit, Isabelle Gavillet ne se réclame pas des études de genre pensées comme discipline ou champ de recherche. En effet, c'est à partir de son inscription dans un domaine académique, les sciences humaines et sociales (SHS), qu'elle questionne le genre en tant qu'objet ou concept pour déconstruire certains points de vue universitaires. Pour cette chercheuse, et *a contrario* des déclarations des chercheurs concernés, l'usage du genre relèverait plus de la mise en œuvre d'une notion que d'un concept, les travaux sur ce thème relevant de l'étude de cas plus que de la théorie ou de l'inscription dans une théorie. En lien avec cette hypothèse, elle pose aussi la question de savoir ce que recouvrirait le genre érigé en discipline, que l'on parle, en France, de *gender studies* ou d'études de genre. Et de se demander si, dans ce cadre, le genre ne deviendrait pas un modèle fonctionnant comme un prêt-à-penser. De ce point de vue, elle regrette que, dans beaucoup d'études françaises, la portée théorique se dissolve dans ce qu'elle qualifie des « études de femmes ». Une option qui réduirait le genre au « sexe » et conduirait à envisager celui-ci à l'aune du seul rapport hommes/femmes. Or, si l'on reprend les travaux de Pierre Bourdieu (1998) sur la domination masculine, celle-ci est un principe universel qui traverse l'ensemble du monde social, essaimant en dehors de la seule différence sexuelle. Ainsi estime-t-elle qu'on peut la rencontrer dans tous types de rapports sociaux de groupes mettant en œuvre des catégories, tant endogènes qu'exogènes : hétérosexuels/homosexuels, hommes/femmes, femmes/femmes, homosexuels/homosexuels, Européens/Africains, Africains/Africains, classes d'âge, sociale, etc. Ce qui la conduit à complexifier la question de la domination, notamment en se fondant sur un article de Lucie Bargel, Éric Fassin et Stéphane Latté (2007). Ayant réalisé une enquête sur la parité à partir de l'année 2001, ces chercheurs ont tenté « de préciser de quelle manière joue le genre, comment les acteurs en jouent et en sont le jouet » (*ibid.* : 59). Isabelle Gavillet reprend certains résultats de leur enquête, puisant en eux matière à sa démonstration :

« Le rapport entre le sexe et le genre est pensé à partir de deux entrées que sont la voix (entrée biologique) et le niveau social (entrée sociologique). [L'un et l'autre sont] des principes de hiérarchisation dans l'univers politique. Ils sont des moyens de poser les rapports de pouvoir, de construire des identités stratégiques à travers l'usage de catégories. Selon ces auteurs, le genre dans le langage politique est une carte, un atout, une ressource. Le genre est tantôt exhibé ("les femmes font de la politique autrement"), tantôt réprimé ("les femmes sont des hommes politiques comme les autres") ».

- 6 Aussi l'habitus se manifeste-t-il en étant soit contraignant, soit de l'ordre de la culture et susceptible, par conséquent, d'usages et de contournements. Une position qu'elle illustre par ses propres travaux où elle sollicitait les notions de féminité, de beauté et d'identité sexuelle pour montrer les variations de postures dont pouvaient se parer les femmes en politique (Gavillet, 2005). De tout ceci, Isabelle Gavillet confirme ce qu'elle esquissait en préambule à sa démonstration : le genre n'est pas une discipline, il est un outil du constructivisme et du *dispositif de sexualité* (Foucault, 1976). Car, si les années 2000 semblent marquées par une agitation autour du genre, elles sont aussi marquées par un autre débat : celui concernant cette posture théorique qu'est le constructivisme. Enfin, estimant que la plupart des travaux sur le genre en SIC sont empreints d'une subjectivité propre à l'identité de sexe – notamment – du chercheur, elle s'autorise à afficher un point de vue personnel, expliquant qu'elle n'est pas partisane du repli féministe et que, selon

elle, réduire le genre au sexe signifie renaturaliser la femme et en faire une victime de son sexe biologique. Pour ce qui concerne la représentation sexuée des pratiques universitaires, elle assortit cette posture d'une préconisation : les femmes doivent assumer leur sexe en faisant usage du genre par l'expression de la libre parole, s'ouvrir au débat et au conflit d'idées, pratiquer une recherche fondamentale ancrée dans la théorie et la méthode, être acteur de la collégialité à l'Université plutôt que d'une égalité contrainte des sexes voulant que les critères d'ascension ou de stagnation soient fondés sur une nature biologique.

## Histoire des femmes, des genres et/ou sexuée : de quelle histoire parlons-nous ?

- 7 Si Virginie Julliard parle des femmes, elle ne se situe pas pour autant – loin s'en faut – dans le sillage d'une posture contestée par Isabelle Gavillet et qui consisterait à voir en elle les victimes d'un système masculin. La portée de son propos est triple : épistémologique dans un premier temps, elle est conceptuelle ensuite, empirique enfin. Ainsi commence-t-elle par retracer les fondements et étapes des études sur les femmes en France, précisant que celles-ci « ont une histoire relativement longue ». Par exemple, c'est dans les années 50 que la sociologie politique s'est intéressée « à la place des femmes en politique (Duverger, 1955) ou à la variable du sexe sur les comportements électoraux (Dogan, Narbonne, 1955) ». Or, si la question des femmes accède au statut d'objet scientifique, à partir des années 60, les chercheuses jouent elles-mêmes un rôle important dans la production des connaissances. Une donnée qui a pour effet d'accroître le nombre des travaux dont elles sont par ailleurs l'objet étudié. Le mouvement se prolonge dans les années 70, via une « histoire sexuée » témoignant de la volonté de « de rendre visibles les femmes comme actrices de l'histoire, comme sujets de recherche [et] comme historiennes » (Virgili, 2002 : 5). De la sorte, l'histoire des femmes devient indissociable d'une « triple démarche : militante, scientifique et institutionnelle » (*ibid.*). Plus précisément dans le champ historiographique, Virginie Julliard explique que cette « histoire des femmes » ou « histoire des genres » ou « histoire sexuée » a pris deux directions : une « histoire au féminin » d'abord, une extension aux rapports de sexes ensuite. Désormais, les travaux sont centrés sur « les questions des représentations, des rapports entre espaces publics et privés, du pouvoir et du genre ». Dans la plupart de ceux-ci, c'est de différence dont il est question, celle qui distingue les sexes, et des effets de celle-ci sur les rapports sociaux. Or, pour Virginie Julliard, cet usage du genre est « une version appauvrie de la conceptualisation ambitieuse [de celui-ci] “appréhendé comme un processus social dont il s'agit d'analyser la construction et les évolutions dans un contexte historique et social donné” » (Jenson, Lépinard, 2009 : 198). Elle en appelle donc à une approche fondée sur un effort de conceptualisation, et montre, exemples à l'appui, comment ce vœu heuristique peut se concrétiser. Si, dans le cadre de sa thèse (Julliard, 2008), elle s'est employée à décrire et expliquer les représentations médiatiques des femmes en politique, elle s'est aussi et surtout attachée à montrer la complexité du cadre (énonciatif, social, matériel, symbolique...) dans lequel celles-ci émergent et se déploient, et les effets sur les discours. D'une étude des représentations qui montrerait les différences sexuées, on passe ici à une analyse – par exemple – des différentes manières de convoquer le genre comme argument politique. Sur un autre versant, elle montre qu'une interrogation sur la dimension genrée est devenue indispensable à la

compréhension de phénomènes sociaux particuliers. Ce qui a pour conséquence de voir les disciplines se compléter, et articuler des préoccupations qui, en quelque sorte, déplacent ce qui pouvait faire leur spécificité, tant sur le plan de la problématisation que sur celui des objets et méthodes. L'originalité des SIC tenant « à leur manière de construire leurs objets en articulant les problématiques interscientifiques », elles peuvent, de ce fait, étendre à d'autres les acquis de leurs savoirs et connaissances, le genre constituant une porte d'entrée privilégiée à ceci. Elle esquisse donc plusieurs pistes de recherche, retrouvant à cette occasion les travaux – évoqués par Isabelle Gavillet – de Lucie Bargel, Éric Fassin et Stéphane Latté (2007) : « Étudier l'implication du corps, et notamment de la voix, dans les dispositifs de médiation du politique et les effets de cette implication sur la construction du genre enrichirait considérablement ce travail. Cette réflexion sur les liens entre régime discursif relatif au genre et dispositifs de communication ouvre d'importantes perspectives pour les travaux qui, dans le champ des SIC, étudient la dimension symbolique des médiations en politique, d'une part, et la configuration du genre par les technologies de l'information et de la communication (TIC), d'autre part ». Elle aussi traite de la question du pouvoir qui pourrait profiter d'une « articulation des approches genrées et communicationnelles ». Finalement, mais sans le dire de façon aussi radicale qu'Isabelle Gavillet, c'est à une inscription en SHS que Virginie Julliard en appelle, celle-ci se manifestant tant dans les questions posées que dans les théories et méthodes convoquées.

## Du genre ailleurs

- 8 Si, dans la livraison précédente, priorité était donnée au développement de points de vue disciplinaires différenciés, les chercheurs développent ici une argumentation qui prend corps dans le champ des SIC. Du reste, s'ils posent des questions à ce domaine, ils le font en montrant l'articulation entre problèmes de recherche et immersion dans des sphères géographiques et culturelles spécifiques. C'est en direction du Sénégal (Rokhaya Fall-Sokhna et Sylvie Thiéblemont-Dollet) et de l'Argentine (Silvia Delfino et Fabricio Forastelli) qu'une ouverture s'opère : celle-ci permet à la fois de repérer des points de similitude avec la situation française – voire européenne – que des éléments fortement distincts. En France comme ailleurs, le genre est porté par des universitaires ainsi que par des associations – conduits à travailler de concert –, mais surtout il accompagne un mouvement d'émancipation non seulement vis-à-vis d'une domination qui s'exercerait sur les groupes nationaux en présence, mais aussi vis-à-vis des nations dont l'histoire est mêlés à celle du pays étudié. Ainsi est-il question de la relation entre pays du tiers-monde et pays riches, de celle entre colonisation et décolonisation, de la mondialisation. Chacun de ces thèmes est appréhendé selon sa propension à imprégner des recherches dont on constate qu'elles sont traversées par la question du pouvoir, de ses manifestations et de ses effets.

## Émergence du genre au Sénégal ?

- 9 Rokhaya Fall-Sokhna et Sylvie Thiéblemont-Dollet rappellent l'antériorité des travaux sur le genre et précisent que, dès 1946-1947, « les recherches de Madeleine Guilbert (1946a, 1946b, 1947) sur le travail des femmes [ont été] publiées dans la *Revue française du travail* ». Mais elles signalent également que ces textes n'ont été redécouverts qu'en « 1999, dans

la première livraison de la revue *Travail, genre et sociétés* (1999), par un entretien que la sociologue a accordé à Margaret Maruani et Chantal Rogerat ». Preuve s'il en est que l'histoire des sciences, que celles-ci soient humaines ou pas, est faite de ces ruptures et/ou silences qui en font un fleuve pour le moins tumultueux. Pour les deux chercheuses, l'explication de cet « oubli » est à rechercher dans le contexte scientifique qui influe sur la production et la diffusion de cet objet, et où se manifeste « la volonté des pairs de refuser d'instituer comme objet d'étude ce qui devait rester cantonné à la sphère privée, à l'image des femmes, des personnes porteuses de maladies invalidantes ou de handicaps, d'enfants maltraités, de prisonniers malmenés, de personnes âgées abandonnées, de travailleurs immigrés... ». D'où le choix qu'elles font d'inscrire le genre « dans la mouvance des études et questionnements sur différentes formes d'exclusion et/ou sur des minorités ». L'angle est clair : pour elles, il s'agit d'historiser les études sénégalaises sur le genre, par exemple en apportant tant des précisions sur les groupes de chercheurs concernés (essentiellement des femmes, et quand des hommes y travaillent, ils sont des membres actifs d'associations militant pour cette cause) que sur les dates significatives qui jalonnent ce domaine. C'est au milieu des années 70 que des chercheurs commencent à s'intéresser à ce sujet. D'ailleurs, en 1977, est créée à Dakar l'Association des femmes africaines pour la recherche sur le développement (Afard). Le genre y est pensé selon un point de vue africaniste, c'est-à-dire en opposition au « colonialisme intellectuel occidental ». Les méthodes et concepts sollicités se veulent spécifiques à l'Afrique, de même que les chercheurs considèrent qu'il est important que seuls des Africains les mettent en œuvre. Centrées sur les femmes, ces études accompagnent un combat pour l'égalité des chances et des droits qui, quinze ans plus tard, sera amplifié via des revendications précises quant à la parité, « dans la sphère privée, avec l'abolition de l'excision, du mariage précoce et/ou forcé, la scolarisation des petites filles et des adolescentes, la condamnation par la loi des violences et des châtiments physiques et psychologiques exercés sur les femmes. Et, dans la sphère publique, avec l'accès à la formation et à l'emploi pour le sexe féminin au même titre que le sexe masculin ». Il faudra une décennie encore pour que, dans le milieu universitaire, on passe des revendications à la pratique. C'est donc en 2004 que les questions de genre ont pris forme à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar : le laboratoire Genre de l'Institut fondamental d'Afrique noire est créé ; il est dirigé par la sociologue Fatou Sarr, grâce à l'appui du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Si la colonisation n'est plus le principal argument expliquant l'inégalité, les études portent toujours principalement sur les femmes, ce en raison de la situation précaire que beaucoup d'entre elles connaissent : « Le genre, c'est lutter pour que le droit de la femme soit promu et se battre pour une amélioration, une protection des droits des femmes : par exemple, la lutte contre le mariage précoce, contre les violences physiques, la lutte pour une législation plus équitable » (entretien d'Amsatou Sow Sidibé par les auteures, 13/11/06). Économie, éducation, violence sont les trois pôles dominants des recherches conduites en la matière qui articulent perspectives scientifiques et revendications. Et si l'on regarde du côté des femmes immigrées, s'ajoute à ces chantiers les problèmes posés par les rapports politiques et civiques de domination qui, certes, s'expriment dans ce cadre au vu des relations hommes/femmes mais englobent aussi des questions en lien avec la position que les uns et les autres, de façon mouvante, occupent dans un cadre social.

## Des recherches marquées par le rapport entre tiers-monde et économie globale en Argentine

- 10 Contrairement à Rokhaya Fall-Sokhna et Sylvie Thiéblemont-Dollet qui retraçaient l'histoire du genre au Sénégal en commençant dans les années 70, Silvia Delfino et Fabricio Forastelli, deux chercheurs argentins, remontent au XIXe siècle pour expliquer que, depuis cette période, « en Amérique Latine et en Argentine [...], les études de journalisme ont progressivement inclus des recherches qui ont permis de formaliser davantage le lien entre médias et communication dans le cadre des sciences sociales ». D'emblée, leur regard se situe dans un cadre mondial. En effet, la création de l'État à la fin du XIXe siècle à laquelle s'ajoutent « les processus conflictuels et producteurs de la hiérarchisation des strates sociales » doit être mise en regard avec, depuis les années 50 et dans le cadre de la politique de développement, « l'utilisation des technologies de l'information et de la communication comme facteur du changement global ». Les auteurs ajoutent que « la critique de ce processus qui produit aussi bien une illusion d'égalité que des inégalités concrètes, peut être lue en parallèle avec la constitution des sciences sociales après la Seconde Guerre mondiale en Amérique Latine ». Envisager la situation en Amérique du Sud, plus spécialement en Argentine, conduit donc à replacer cette évolution dans le cadre d'une contre-culture émanant de pays en voie de développement, « l'utilisation des technologies et de l'information et de la communication [étant envisagée] comme alternative communautaire ». Ainsi celle-ci a-t-elle « alimenté des conceptions émancipatrices durant la décolonisation et les propos révolutionnaires en Amérique Latine, en Asie et en Afrique ». Dans ces pays, pouvoir, domination, contrôle, régulation sont porteurs d'un sens particulier où se mêlent autoritarisme et idéologie de la terreur. Aussi considérer la place des TIC dans un tel contexte conduit-il inévitablement à les aborder dans le rapport problématique et conflictuel qu'elles entretiennent aux projets de transformation collective. En effet, elles sont considérées par certains non comme un outil d'émancipation mais comme un moyen au service de l'exclusion « de certains groupes que l'on accuse de ne pas être capables de s'intégrer aux transformations éducatives ou techniques que requiert le marché du travail ». Pourquoi un tel détour avant d'en venir aux études de genre ? En fait, le caractère conflictuel des TIC fait écho aux études centrées sur l'exclusion et de la marginalisation, que les raisons de celles-ci soient « l'âge, du genre, de l'ethnie ou de la condition sociale ». En outre, les mêmes arguments scientifiques se retrouvent d'un domaine à l'autre, la discrimination se révélant être partie intégrante des mécanismes institutionnels de répression utilisés sur le continent sud-américain. Par exemple, « l'institutionnalisation des études sur la femme, sur le genre et sur le "*queer*" (lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels) comporte des concepts propres tels que "tiers-monde", "post-colonie", "études de subalternité", qui représentent la marque de [la] culture [sud-américaine] dans l'économie globale ». Avec cette conséquence : « En Amérique latine, les recherches en matière de communication et culture dans les études de journalisme et de communication sociale ont permis des débats sur l'inégalité et les différences culturelles en relation avec la critique des processus de développement et de la condition automatiquement inclusive de la démocratie dans le capitalisme global ». Si, par certains aspects, les caractères de cet investissement scientifique sont marqués par des spécificités politiques, par d'autres, on constate qu'ils sont en congruence avec les interrogations formulées ailleurs, en France notamment. Il en va ainsi pour ce qui a trait à la fonction



sociale du genre. La question est celle-ci : le genre est-il avant tout un thème ou objet de recherche et d'enseignement ou peut-il aussi être considéré comme une perspective susceptible de « transformer les liens entre la production académique et les conditions de vie des groupes et collectifs ? ». Ici, on retrouve les constats posés par les contributeurs des deux livraisons qui, tous, montrent que la problématique du genre ne se départit jamais de l'engagement des universitaires et, plus largement, des acteurs sociaux. Pour autant, Silvia Delfino et Fabricio Forastelli ne séparent aucun des sujets relatifs au genre, plus particulièrement centré ici sur la notion de « *queer* », tant pour apprécier les représentations médiatiques pouvant être élaborées à leur endroit que les travaux des universitaires ou les actions conduites dans le cadre associatif.

## Conclusion

- 11 Pourquoi avoir posé la question du genre aux SIC ? Pour une raison d'ordre contrastif avant tout : en France, le thème semble recueillir l'intérêt d'un nombre grandissant de chercheurs qui tranche avec l'antériorité de celui-ci ailleurs, à savoir dans d'autres disciplines (notamment en histoire et en littérature), mais surtout dans d'autres traditions de recherche, les pays anglo-saxons étant pionniers en la matière. Or, si les effets de mode ne sont pas étrangers à ce mouvement, ils ne suffisent pas pour autant à expliquer qu'autour des années 2000, des thèses, des thèmes de dossiers, des études – individuelles et collectives – soient engagés dans ce domaine. En deux livraisons, les chercheurs ont donc tenté de comprendre le contexte social au sens large, universitaire et associatif, au sens plus étroit, qui sous-tend l'intérêt scientifique. Dans la première livraison de *Questions de communication*, la centration des études de genre sur les femmes n'était pas questionnée ; elle semblait relever de l'évidence, comme si femmes et genre entretenaient une relation de consubstantialité. Dans la deuxième en revanche, c'est cette intrication même qui fait débat, le genre retrouvant la complexité heuristique qui fait son intérêt. Mais qu'il s'agisse de centrer les études sur un objet particulier ou d'en élargir les présupposés et applications, tous les chercheurs partagent l'idée que formuler un problème de recherche et le mettre en œuvre prend sens et corps dans un contexte fait de luttes particulières où la question des identités (sexuelles notamment), celle du et des pouvoir(s) – pas seulement entre les sexes – ou encore celle de la légitimation de soi sont déterminantes.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Bargel L., Fassin E., Latté S., 2007, « Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétations », *Sociétés et représentations*, 24, pp. 59-77.

Bourdieu P., 1998, *La domination masculine*, Paris, Éd. Le Seuil.

Dogan M., Narbonne J., 1955, *Les Françaises face à la politique : comportement politique et condition sociale*, Paris, A. Colin.

- Duverger M., 1955, *La participation des femmes à la vie politique*, Paris, Unesco.
- Foucault M., 1976, *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard.
- Gavillet I., 2005, « Peut-on parler d'espaces politiques au féminin », *Questions de communication*, 7, pp. 21-40.
- Jenson J., Lépinard É., 2009, « Penser le genre en politique. Vers une typologie des usages du concept », *Revue française de science politique*, 59(2), pp. 183-201.
- Julliard V., 2008, *Émergences et trajectoires de la parité dans l'espace public médiatique (1993-2007). Histoire et sémiotique du genre en politique à l'occasion du débat sur la parité*, thèse en sciences de l'information et de la communication, université Paris 2.
- Fleury B., Walter J., dirs, « Penser le genre en sciences de l'information et de la communication et ailleurs », *Questions de communication*, 15.
- Virgili F., 2002, « L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 75, pp. 5-14.

## RÉSUMÉS

La question au centre des « Échanges » de la précédente livraison de *Questions de communication* était celle du contraste entre une abondante littérature sur le genre et le relatif silence des sciences de l'information et de la communication en la matière. Discutant à nouveau les propositions de Marlène Coulomb-Gully (2009) qui envisageait la discipline dans un cadre plus large que celui du seul plan académique, quatre chercheurs traitent de deux aspects principaux : l'articulation entre genre et épistémè, plus spécifiquement en France pour Virginie Julliard, en France et ailleurs pour Isabelle Gavillet ; l'élargissement du débat à d'autres sphères culturelles : le Sénégal (Rokhaya Fall-Sokhna et Sylvie Thiéblemont-Dollet) et l'Argentine (Silvia Delfino et Fabricio Forastelli). De cet ensemble ressort l'idée que penser le genre ne saurait se cantonner à des thèmes étroits (les femmes par exemple) et des territoires par trop circonscrits.

The question at the center of the previous delivery of "Exchanges" was the contrast between a lot of research on genre and the relative silence of the information and communication sciences on the subject. Discussing again the propositions of Marlène Coulomb-Gully (2009) who considers the discipline in a wider framework than the one of the academic level only, four researchers are dealing with two main aspects: the articulation between genre and episteme, more specifically in France for Virginia Julliard, in France and abroad for Isabelle Gavillet; the extension of the debate in the other cultural sphere: Senegal (Rokhaya Fall-Sokhna and Sylvie Thiéblemont-Dollet) and Argentina (Silvia Delfino and Fabricio Forastelli). This set of research emphasizes the idea that thinking genre can't be restricted to narrow subjects (the women for example) and too limited territories.

## INDEX

**Mots-clés :** Argentine, genre, sciences de l'information et de la communication, Sénégal, sexe, universitaire

**Keywords :** academics, Argentina, gender, information and communication sciences, sex

## AUTEURS

### **BÉATRICE FLEURY**

Centre de recherche sur les médiations, Université Nancy 2

### **JACQUES WALTER**

Centre de recherche sur les médiations, Université Paul Verlaine-Metz